

COMMUNAUTÉ DU PERCHE & HAUT VENDÔMOIS

**RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ
DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

ANNÉE 2016

(Application de la loi n° 95-101 du 02 février 1995 et du décret n° 95-635 du 06 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement et du décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L. 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code général des collectivités territoriales)

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

1.1 Territoire desservi

1.2 Gestion du service

II - MISSIONS DU SPANC

2.1 Mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif neuves ou à réhabiliter

a. Contrôle de conception

b. Contrôle de réalisation ou de bonne exécution

2.2 Mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes

a. Contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien

b. Contrôle dans le cadre d'une vente immobilière

2.3 Missions facultatives

a. Entretien

b. Réhabilitation

2.4 Mission de conseils

III - INDICATEURS TECHNIQUES

3.1 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

3.2 Contrôles des installations neuves ou à réhabiliter

3.3 Contrôles effectués lors des ventes immobilières

3.4 Entretien

3.5 Opération groupée de réhabilitation

IV - BILAN FINANCIER 2016

4.1 Montants des redevances

a. Redevances pour les contrôles d'une installation neuve ou réhabilitée

b. Redevance pour le contrôle dans le cadre d'une vente immobilière

4.2 Budget du SPANC

V - COMMUNICATION - DELIBERATIONS

VI - PERSPECTIVES 2017

INTRODUCTION

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif est destiné à l'information du public et des élus. Il répond à l'obligation de transparence prévue par la loi n°95-101 du 2 février 1995 (article 73) relative au renforcement de la protection de l'environnement.

Ce rapport annuel doit être soumis pour approbation, à l'assemblée délibérante compétente, au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice, soit pour l'année 2016 avant le 30 septembre 2017.

Le Maire de chacune des communes membres de l'EPCI, si il y a eu transfert de compétence, devra présenter ce rapport annuel au conseil municipal, pour information, au plus tard dans les douze mois qui suivent la fin de l'exercice, soit avant le 31 décembre 2017.

Il est ensuite mis à disposition du public, accompagné de l'avis de l'assemblée délibérante, dans chacune des communes membres de l'EPCI dans les conditions prévues à l'article L1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi qu'au siège de l'EPCI.

Les données présentées dans ce rapport sont désormais complétées par des indicateurs de performance, tels que définis dans l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement.

I - PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

1.1 Territoire desservi

La Communauté du Perche & Haut Vendômois, créée par arrêté préfectoral du 30 mai 2013, exerce la compétence en matière d'assainissement non collectif depuis le 1^{er} janvier 2014. Par délibération du 15 janvier 2014, le Conseil Communautaire a choisi les trois champs d'intervention suivants : diagnostics-contrôles, entretien et réhabilitation.

La Communauté du Perche & Haut Vendômois s'étend sur 23 communes :



Communes	Habitants	Communes	Habitants
Bouffry	148	Moisy	338
Brévainville	172	Morée	1121
Busloup	432	Ouzouer le Doyen	234
La Chapelle Enchérie	197	Pezou	1112
La Chapelle Vicomtesse	180	Le Poislav	199
Chauvigny du Perche	229	Renay	162
Droué	1013	Romilly du Perche	197
Fontaine Raoul	215	Ruan sur Egvonne	94
La Fontenelle	196	Saint-Hilaire la Gravelle	688
Fréteval	1136	Saint-Jean Froidmentel	503
Lignièrea	411	Villebout	132
Lisle	198	TOTAL	9307

Le nombre de foyers concernés par l'assainissement non collectif est estimé à 2635, selon la répartition suivante :

Communes	Foyers concernés	Communes	Foyers concernés
Bouffry	109	Moisy	38
Brévainville	131	Morée	185
Busloup	154	Ouzouer le Doyen	130
La Chapelle Enchérie	58	Pezou	248
La Chapelle Vicomtesse	66	Le Poislay	88
Chauvigny du Perche	100	Renay	108
Droué	123	Romilly du Perche	57
Fontaine Raoul	103	Ruan sur Egvonne	71
La Fontenelle	98	Saint-Hilaire la Gravelle	192
Fréteval	103	Saint-Jean Froidmentel	111
Lignièrès	251	Villebout	75
Lisle	36	TOTAL estimé	2635

1.2 Gestion du Service

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est régi par un règlement de service approuvé par délibération du Conseil Communautaire le 15 janvier 2014.

Le personnel

Le SPANC a disposé pour 2016 d'un adjoint administratif.

II - MISSIONS DU SPANC

2.1 Mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif neuves ou à réhabiliter

Il s'agit, conformément à la loi, d'une mission de contrôle technique relatif à la conception et à la réalisation des dispositifs d'assainissement individuel. La Communauté du Perche & Haut Vendômois (CPHV) a signé une convention avec le Conseil Départemental de Loir-et-Cher, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2014, confiant au Service Qualité de l'Eau les contrôles de conception et de réalisation.

a. Contrôle de conception

Le contrôle de conception et d'implantation des installations d'assainissement non collectif est réalisé lors d'une création ou lors d'une réhabilitation. Il s'agit de réaliser une visite sur le terrain au cours de laquelle la faisabilité du projet est vérifiée (surface disponible, particularités du site...) et le cas échéant, conseiller une filière plus adaptée. A l'issue de cette visite, un avis est émis sur la faisabilité du projet.

b. Contrôle de réalisation ou de bonne exécution

Le contrôle de réalisation (ou de bonne exécution) des travaux est effectué avant le remblaiement des ouvrages. Il permet de s'assurer que le dispositif a été mis en place conformément au projet validé et à la réglementation en vigueur. A l'issue de cette visite, un avis est émis sur la conformité du dispositif.

2.2 Mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes

Le SPANC est chargé de contrôler l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur son territoire.

Ce travail se décompose en deux catégories :

- La réalisation d'un contrôle périodique des installations.
- Le contrôle dans le cadre de vente immobilière.

a. Contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien

Il s'agit du contrôle périodique qui suit le diagnostic initial et permet de vérifier l'entretien et la bonne conservation des installations. Les élus de la Communauté du Perche & Haut Vendômois ont décidé de porter la périodicité de ce contrôle à 10 ans (la réglementation impose une périodicité inférieure ou égale à 10 ans).

b. Contrôle dans le cadre d'une vente immobilière

Depuis le 1^{er} janvier 2011, lors d'une vente d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé à un réseau public de collecte des eaux usées, le propriétaire doit fournir un rapport de contrôle de l'installation d'assainissement non collectif établi par le SPANC. Ce rapport doit dater de moins de trois ans. Si le rapport est daté de plus de trois ans, un nouveau contrôle doit être effectué par le SPANC. Par délibération du 18 janvier 2016, la réalisation de ce contrôle a été confiée à l'entreprise SAUR pour une durée d'un an.

2.3 Missions facultatives

Pour assurer une mission complète dans le domaine de l'assainissement non collectif, les élus communautaires ont décidé de doter le SPANC de la CPHV de deux missions facultatives :

a. Entretien

Cette prestation permet, aux usagers qui le souhaitent, qu'une entreprise agréée mandatée par la CPHV puisse effectuer la mission de vidange des ouvrages de prétraitement. L'objectif est de mutualiser les coûts du transport et ainsi réduire la facture finale. Depuis 2014, cette mission a été activée et confiée à l'entreprise SANITRA FOURRIER.

b. Réhabilitation

Cette prestation permet une réhabilitation sous forme d'opérations groupées de mise en conformité des installations non conformes présentant un danger sanitaire ou un risque environnemental avéré.

La CPHV assure :

- La maîtrise d'ouvrage publique dans le cadre de la réalisation de l'étude à la parcelle,
- La maîtrise d'ouvrage publique dans le cadre de l'animation et la coordination des travaux de réhabilitation.

Les travaux de réhabilitation sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage privée par les particuliers. La CPHV est mandataire pour les particuliers afin de percevoir et de reverser les aides des financeurs.

2.4. Mission de conseils

Le SPANC est chargé de donner aux usagers du service toutes les informations et conseils qui vont leur permettre de faire aboutir leurs projets et de les sensibiliser à la nécessité et à l'obligation de l'entretien de leur dispositif d'assainissement non collectif.

III - INDICATEURS TECHNIQUES

3.1 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Cet indicateur est un indicateur descriptif qui renseigne sur l'organisation du SPANC et sur les prestations que ce service est susceptible d'assurer.

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous. Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est de 100. L'indice varie de 0 à 140.

ADOPTION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT			
Communes	Etat	Communes	Etat
Bouffry	adopté	Moisy	adopté
Brévainville	adopté	Morée	adopté
Busloup	adopté	Ouzouer le Doyen	adopté
La Chapelle Enchérie	adopté	Pezou	adopté
La Chapelle Vicomtesse	adopté	Le Poislay	adopté
Chauvigny du Perche	adopté	Renay	adopté
Droué	adopté	Romilly du Perche	adopté
Fontaine Raoul	adopté	Ruan sur Egvonne	adopté
La Fontenelle	adopté	Saint Hilaire la Gravelle	adopté
Fréteval	adopté	Saint Jean Froidmentel	adopté
Lignièrès	adopté	Villebout	adopté
Lisle	adopté		

A-Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre de l'ANC	Oui	Non	Obtenu
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	20	0	20
Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération.	20	0	20
Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans.	30	0	30
Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations.	30	0	30
TOTAL A			100
B-Eléments facultatifs du SPANC	Oui	Non	Obtenu
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations.	10	0	10
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations.	20	0	0
Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange.	10	0	10
TOTAL B			20
TOTAL A+B			120

Pour chaque élément du service public d'assainissement non collectif, la réponse "oui" correspond à une mise en œuvre complète (ou à une capacité de mise en œuvre complète pour les missions réalisées à la demande des usagers) sur l'ensemble du territoire de la collectivité compétente en matière d'assainissement non collectif. Dans les autres cas, le nombre de points à retenir est celui qui figure dans la colonne "non" (la mise en œuvre partielle ou sur une partie seulement du territoire n'est pas prise en compte).

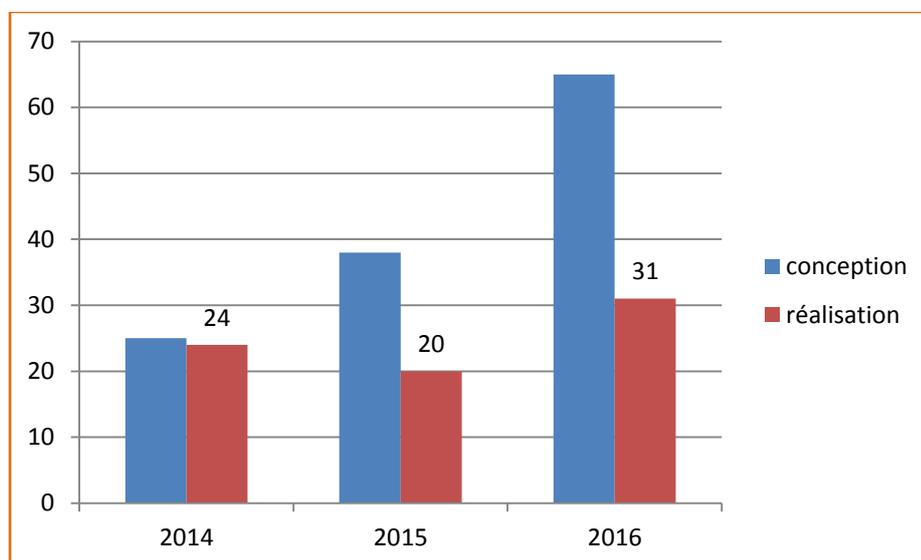
Au 31 décembre 2016, l'indice de mise en œuvre du SPANC (D302.0) est de 120/140.

3.2 Contrôles des installations neuves ou à réhabiliter

Entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016, 65 contrôles de conception et 31 contrôles de réalisation ont été réalisés par le Service Qualité de l'Eau du Conseil général de Loir-et-Cher sur le territoire de la Communauté du Perche & Haut Vendômois.

Contrôles des installations neuves ou à réhabiliter		
Communes	Contrôles Conception	Contrôles Réalisation
Bouffry	0	0
Brévainville	4	2
Busloup	5	4
La Chapelle Enchérie	0	0
La Chapelle Vicomtesse	0	0
Chauvigny du Perche	2	1
Droué	1	1
Fontaine Raoul	0	0
La Fontenelle	1	0
Fréteval	8	2
Lignières	6	1
Lisle	5	2
Moisy	2	2
Morée	2	0
Ouzouer le Doyen	1	0
Pezou	5	5
Le Poislay	3	3
Renay	2	3
Romilly du Perche	0	1
Ruan sur Egvonne	5	0
Saint Hilaire la Gravelle	11	4
Saint Jean Froidmentel	1	0
Villebout	1	0
TOTAL	65	31
TOTAL GENERAL	96	

Evolution du nombre de contrôles de conception et réalisation

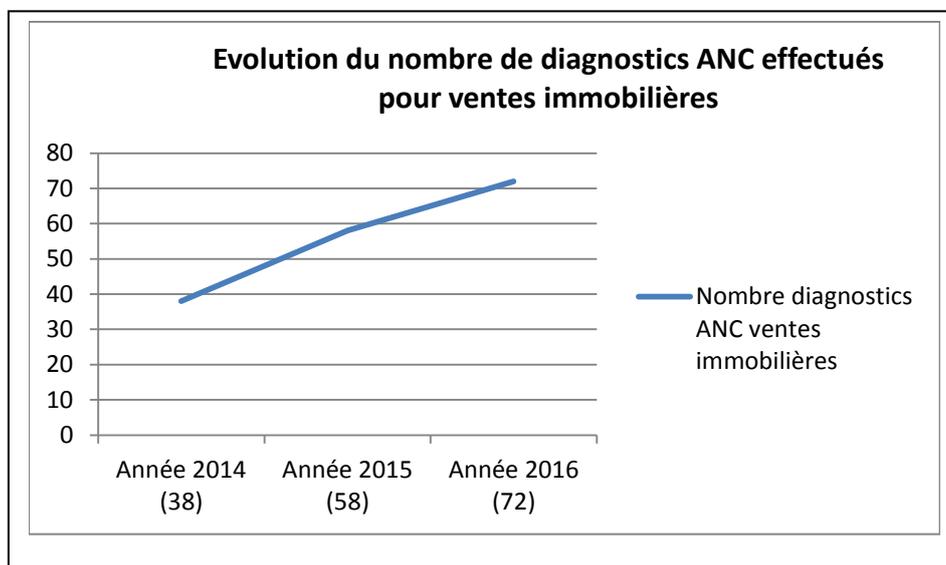


L'évolution du nombre de contrôles est due à la continuité de l'opération groupée de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif présentant des risques sanitaires sur les communes de Brévainville, Busloup, La Chapelle Enchérie, Fréteval, Lignièrès, Lisle, Moisy, Ouzouer le Doyen, Pezou, Renay, Saint-Hilaire la Gravelle et Saint- Jean Froidmentel.

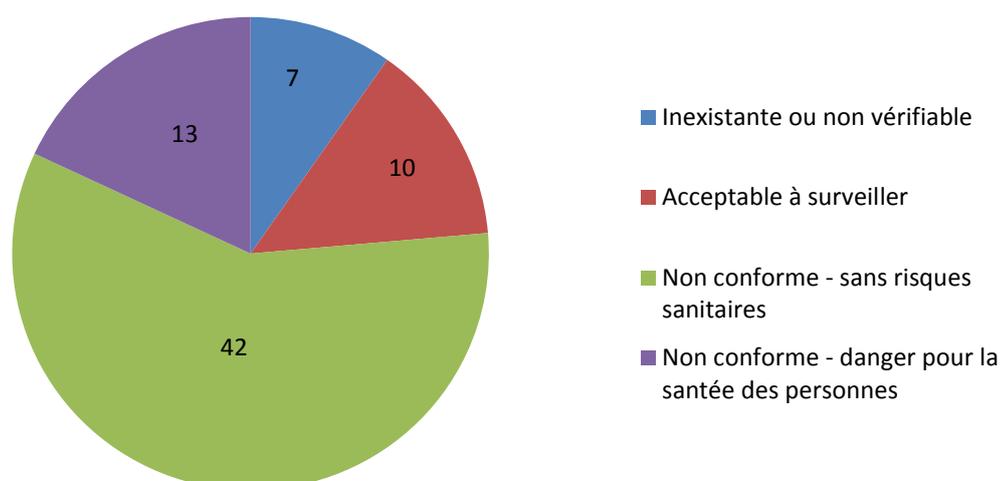
3.3 Contrôles effectués lors des ventes immobilières

En 2016, 72 contrôles ont été effectués à l'occasion de ventes immobilières, selon la répartition suivante :

Contrôles effectués lors des ventes	
Communes	Nombre de contrôle
Bouffry	4
Brévainville	3
Busloup	0
La Chapelle Enchérie	2
La Chapelle Vicomtesse	0
Chauvigny du Perche	1
Droué	5
Fontaine Raoul	1
La Fontenelle	6
Fréteval	2
Lignièrès	6
Lisle	1
Moisy	3
Morée	4
Ouzouer le Doyen	6
Pezou	2
Le Poislay	3
Renay	6
Romilly du Perche	1
Ruan sur Egvonne	6
Saint Hilaire la Gravelle	7
Saint Jean Froidmentel	1
Villebout	2
TOTAL	72



Diagnostiques ventes - Evaluation de la conformité des installations



La classification des résultats analysés suite aux diagnostics effectués pour ventes est la suivante :

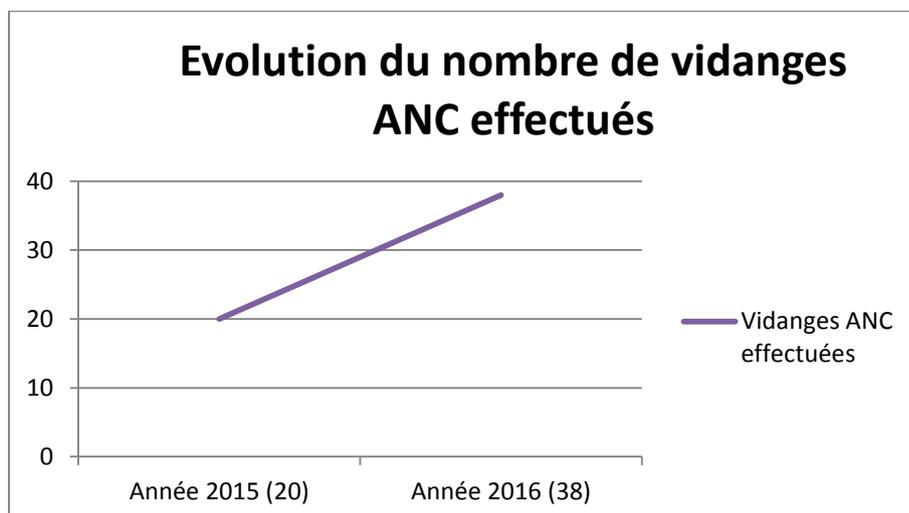
- Installation inexistante ou non vérifiable : 9,72 % (7)
- Installation non conforme sans risques sanitaires : 58,33 % (42)
- Installation non conforme avec danger pour la santé des personnes : 18,06 % (13)
- Installation acceptable à surveiller : 13,89 % (10)

3.4 Entretien

Champ d'intervention activé depuis novembre 2014, la prestation d'entretien permet de répondre aux sollicitations des usagers pour des opérations de vidanges groupées ou de vidanges urgentes. L'entreprise SANITRA FOURRIER a été retenue pour effectuer cette prestation.

38 vidanges ont été effectuées en 2016 (37 groupées + 1 intervention en urgence), selon la répartition suivante :

Entretien-vidange			
Communes	Vidanges	Communes	Vidanges
Bouffry	1	Ouzouer le Doyen	14
Brévainville	1	Pezou	1
Busloup	2	Le Poislay	1
La Chapelle Enchérie	1	Renay	4
La Chapelle Vicomtesse	1	Romilly du Perche	0
Chauvigny du Perche	1	Ruan sur Egvonne	0
Droué	0	Saint-Hilaire la Gravelle	1
Fontaine Raoul	4	Saint-Jean Froidmentel	0
La Fontenelle	1	Villebout	4
Fréteval	0	TOTAL	38
Lignièrès	1		
Lisle	0		
Moisy	0		
Morée	0		



3.5 Opération groupée de réhabilitation

Depuis 2015, la Communauté du Perche & Haut Vendômois a engagé une opération groupée de réhabilitation pour les installations d'assainissement non collectif présentant des risques sanitaires. L'objet de cette opération est de permettre aux usagers concernés de bénéficier de subvention de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, dans le cadre de la mise aux normes de leur installation, imposée par la réglementation nationale.

Un appel d'offres a été lancé afin de proposer aux usagers une société capable d'effectuer les études de sol et de définition de filière, préalablement aux travaux. Par délibération du 8 juin 2015, la société Axylis a été retenue pour un coût unitaire de 456 € TTC. Cette société a été proposée aux usagers, qui restent libre du choix du bureau d'études.

En 2016, 75 études ont été réalisées, selon la répartition suivante :

Etudes de sol et de définition de filière	
Communes	Nombre d'étude
Brévainville	4
Busloup	9
La Chapelle Enchérie	1
Fréteval	13
Lignièrès	10
Lisle	6
Moisy	2
Ouzouer le Doyen	1
Pezou	9
Renay	2
Saint Hilaire la Gravelle	15
Saint Jean Froidmentel	3
TOTAL	75

IV - BILAN FINANCIER 2016

Le SPANC est géré comme un Service Public Industriel et commercial (SPIC). En conséquence, la gestion du service est soumise aux principes suivants :

- Règles comptables des services locaux d'assainissement (instruction comptable M49)
- Financement du service par des redevances versées par les usagers en échange de prestations effectuées.

4.1 Montants des redevances

Les redevances concernent toutes les personnes équipées d'un système d'assainissement non collectif qui font l'objet d'un contrôle et permettent de couvrir les charges de fonctionnement du service.

a. Redevances pour les contrôles d'une installation neuve ou réhabilitée

Les montants des redevances pour le contrôle de conception et le contrôle de réalisation d'une installation étaient de **75,00 € TTC** en 2016. (fixés par délibération du 18/01/2016).

Ces redevances sont demandées après l'exécution de chaque contrôle de conception et de réalisation.

La CPHV a obtenu une subvention de la part de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour l'exercice 2016, permettant de minorer les redevances facturées à l'utilisateur pour ces contrôles.

c. Redevance pour le contrôle dans le cadre d'une vente immobilière

Le montant de la redevance pour le contrôle dans le cadre d'une vente immobilière était de **200 € TTC** (fixé par délibération du 18/01/2016). Le paiement est demandé avant la remise du rapport.

4.2 Budget du SPANC

Le compte administratif 2016 du budget annexe SPANC a été adopté en conseil communautaire le 10 avril 2017 :

SECTION FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Opérations	Dépenses (€)	Opérations	Recettes (€)
Prestation Saur /Lyonnaise Diagnostics vente	8 563,50	Diagnostics vente	13 744,00
Prestation CD 41 Contrôles conception/réalisation	9 202,60	Contrôles conception/réalisation	6 810,00
Divers	750,00	Subventions	8 300,00
Prestation Axylis Etudes filière ANC	35 340,00	Etudes filière ANC	35 112,00
Prestation Sanitra Fourrier Vidanges	5 209,06	Vidanges	5 209,06
Charges de personnel	5 350,00	Total	69 175,06
		Excédent reporté de 2015	3 582,49
TOTAL DEPENSES	64 415,16	Total Recettes	72 757,55

SECTION INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Opérations	Dépenses (€)	Opérations	Recettes (€)
Subvention usagers réhabilitation AELB	64 732,20	Subvention usagers réhabilitation AELB	73 396,91
TOTAL DEPENSES	64 732,20	Total Recettes	73 396,91

La section investissement du budget annexe SPANC a été utilisée pour la première fois à l'occasion du budget de l'exercice 2016 dans le cadre de l'opération groupée de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif, pour reverser aux particuliers concernés, les aides octroyées par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. Le décalage entre les recettes et les dépenses s'explique par le versement d'avances de la part de l'Agence de l'Eau, sous forme d'acomptes. Cette opération est neutre pour la CPHV, qui sert uniquement d'intermédiaire de reversement de subvention entre l'Agence de l'Eau et les usagers.

V - COMMUNICATION - DELIBERATIONS

En 2016, au-delà de ses missions de contrôles, le SPANC a apporté :

- Un conseil technique aux usagers,
- Un travail d'information et de communication aux différents acteurs.

Une communication a été faite à travers un article dans les bulletins municipaux.

Récapitulatif des délibérations prises en 2016 par le conseil communautaire concernant le SPANC :

18/01/2016 : Marché diagnostics ventes (choix du prestataire)

18/01/2016 : Redevances contrôles conception et réalisation 2016

18/01/2016 : Tarifs payés au Département pour les contrôles conception/réalisation 2016

18/01/2016 : Redevance diagnostics vente

11/07/2016 : Approbation du rapport annuel 2015

07/11/2016 : Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour les contrôles conception/réalisation 2017

07/11/2016 : Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour les diagnostics (11 communes)

07/11/2016 : Révision annuelle des tarifs de la prestation vidange

19/12/2016 : Redevances contrôles conception et réalisation 2017

19/12/2016 : Tarifs payés au Département pour les contrôles conception/réalisation 2017

VI - PERSPECTIVES 2017

Opération groupée de réhabilitation des installations existantes présentant des risques sanitaires.

L'animation de l'opération groupée de réhabilitation pour les installations existantes présentant des risques sanitaires va se poursuivre en 2017, de manière à aider les usagers à bénéficier de subvention de la part de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Zonage

Une réflexion sur l'actualisation/réalisation des plans de zonage d'assainissement des communes sera menée parallèlement à la réalisation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.